



Ville de Genève

Département municipal des sports et de la sécurité

Genève, le 14 décembre 2000
JC/mp

Le Conseiller administratif

Monsieur Jean-Pierre LYON
Président de la Commission des
Sports et de la Sécurité
PALAIS EYNARD

Concerne : Audition dans le cadre de la Résolution "Guerre du feu : pour
enterrer la hache, il faut être deux"

Monsieur le Président,

Dans le cadre de l'examen de la résolution citée en marge, la Commission des Sports et de la Sécurité a décidé d'auditionner les collaborateurs de la Ville de Genève ayant participé à l'étude du concept de sécurité civile. Je ne peux que m'en réjouir.

Permettez-moi de rappeler ici que les fonctionnaires de mon Département ayant participé aux travaux avaient été choisis par le Conseil administratif pour faire partie du groupe de travail. Ils ont travaillé en étroite collaboration tant avec le Conseil administratif qu'avec moi-même.

Etant donné ce qui précède, une discussion franche et ouverte en ma présence ne pose aucun problème, c'est pourquoi je vous demande instamment de bien vouloir auditionner tout le groupe qui a fourni un travail considérable et désire vous faire connaître les conditions dans lesquelles il a travaillé. De plus, il désire se prononcer sur certaines obligations de personnes auditionnées.

Il va de soi que, dès que vous m'aurez fait connaître votre décision, j'en aviserai moi-même mes collaborateurs.

En espérant que vous voudrez bien prévoir cette audition en janvier 2001, à une date que nous pourrions fixer d'un commun accord, je vous prie de croire, Monsieur le Président, à mes sentiments les meilleurs.


André HEDIGER

Copie à : - M. Bernard Paillard, Président du Conseil municipal
- membres de la Commission des Sports et de la Sécurité

Proposition de transformer la résolution en motion

Voici le texte :

Le Conseil municipal invite le Conseil administratif à présenter une proposition avec arrêté pour établir un regroupement des forces de sécurité civile genevoise entre l'Etat de Genève, l'Association des communes genevoises et la Ville de Genève, concernant le SIS, les pompiers volontaires et la protection civile en conservant leurs droits acquis et trouver des économies financières entre l'Etat et les communes du canton.

Pour la Commission des
Sports et de la Sécurité

Jean-Pierre Lyon

Le projet de sécurité reprend du service

RÉFORME La superstructure cantonale était bloquée depuis plusieurs mois.

ADÉLITA GÉNOUD

Le projet genevois de sécurité civile, véritable source d'inspiration pour l'autorité fédérale, sort de sa léthargie. A coup de sauts tirés depuis plusieurs mois, Ville, canton et communes siègent à nouveau à la même table. Explication. Les services de sécurité, soit le Service de secours et d'incendie (SIS), les compagnies de sapeurs volontaires et la Protection civile (PC) relèvent légalement de la Confédération et des cantons, qui des communes. Compliqué et peu rationnel. En 1999, Genève, sous la houlette du conseiller d'Etat Robert Cramer, décide de mettre un peu d'ordre.

Il s'agit de fondre les trois forces de sécurité – SIS-PC et sapeurs volontaires – dans une même structure. Laquelle serait indépendante de la Ville, des communes et de l'Etat. Elle fonctionnerait un peu sur le modèle des Services industriels.

L'idée est simple, la réalisation est plus complexe. Après deux ans de volte-face, de tiraillements et de crispations, la Ville de Genève, fortement impliquée dans le projet en qualité de patronne du SIS, met les pieds au mur. Le 3 mars 2000, elle refuse en bloc le projet ficelé par Robert Cramer.

Genève a devancé l'appel

Pendant quelques mois, le dossier sur la sécurité civile sommeille. Mais pugnace, le magistrat Vert repart à la charge. Avec d'autant plus de facilité qu'il a déjà commencé à dépoussiérer une des composantes de cette superstructure, à savoir la Protection civile. Les Genevois passent du stade

d'astreints à celui de volontaires. En clair, toutes les personnes susceptibles d'être incorporées reçoivent une information, mais seuls ceux qui sont motivés intègrent les rangs. «Résultat, ce que la PC perd en nombre, elle le gagne en efficacité», affirme Robert Cramer.

Genève a dans ce domaine devancé l'appel et anticipé sur la réforme qui devra entrer en vigueur dans toute la Suisse en 2003. Et là, puisque l'organisation de la Protection civile passera des mains communales aux mains cantonales, Ville et commune seront bien contraintes de coopérer. Les deux centres PC existants, l'un pour la Ville de Genève, l'autre pour les communes, seront bien obligés de rassembler leurs forces sous le même toit.

Plus de compétences aux communes

Finalement, Genève va faire contre fortune bon cœur et accepter la création d'un concept de sécurité civile unique. Il s'agit désormais de définir qui en cas d'incident est sollicité en premier, les pompiers volontaires ou les professionnels? Sachant que Robert Cramer envisage de donner plus de responsabilités aux forces d'intervention communales, il faudra aussi déterminer quel type de matériel doit être mis à disposition des hommes du feu dans les communes et au SIS. Aujourd'hui, certaines sont plus favorisées que d'autres.

Les discussions sont engagées. André Hediger, magistrat de la Ville, et déterminé à garder le SIS dans son giron, a-t-il définitivement perdu la bataille? ■



Sur le toit de Sécheron. 7000 sirènes retentiront dans toute la

Aujourd'hui, le chant

Aujourd'hui, la Protection civile ne déroge pas à la tradition. Comme chaque année, 7000 sirènes retentiront dans toute la Suisse entre 13 h 30 et 14 heures. Cet essai, qui concerne plus de 7000 installations fixes et mobiles (99 à Ge-

nève) répond à deux objectifs. Il s'agit de vérifier le bon fonctionnement des appareils et d'informer la population sur le comportement à adopter en cas d'alarme réelle. Seuls ces exercices permettent de détecter d'éventuelles déficiences. A noter qu'une in-